

## **COMMUNIQUÉ**

La rencontre entre les organisations de la société civile et le ministre de la fonction publique, du travail et du dialogue social a effectivement eu lieu dans les locaux dudit ministère ; initialement prévue pour le mardi 5 avril 2022, cette rencontre s'est finalement tenue le mercredi 6 avril 2022, suite à un amendement de calendrier par le ministère. Étaient présents, Monsieur Gilbert Bawara, ministre de la fonction publique, du travail et du dialogue social et une délégation des organisations de la société civile conduite par Me Célestin Kokouvi G. Agbogon, Président de la Ligue Togolaise des Droits de l'Homme (LTDH).

L'ordre du jour a été essentiellement meublé par le sujet relatif à la crise qui oppose le Syndicat des Enseignants du Togo (SET) et le gouvernement. Substantiellement, les organisations de la société civile notent que le principal point d'achoppement est la question du statut juridique du SET, notamment sur la légalité de son existence en tant qu'organisation syndicale.

En considérant la position du gouvernement et aux termes des échanges, le ministre de la fonction publique est resté intransigeant et le gouvernement ne semble pas faire de concession à ce sujet. Les organisations de la société civile n'ont pas manqué, quant à elles, l'occasion d'inviter les autorités gouvernementales à traiter ce cas précis au regard de la loi et de son application dans le temps. A cet effet, et convaincue de l'existence légale du SET, elles ont clairement exprimé leur préoccupation et leur indignation face à la violation de la liberté syndicale à laquelle fait l'objet le SET et les enseignants en ce moment. Dans cette même logique, les organisations de la société civile ont remis au ministre de la fonction publique un mémoire assorti d'argumentaires et de recommandations afin d'aider et d'amener les autorités gouvernementales à la résolution pacifique de la crise du secteur éducatif.

Dans le souci entier du respect et de la préservation de la règle de droit en général et du droit syndical en particulier, gage de la paix sociale et d'un climat éducatif vivable en milieu scolaire pour les apprenants, nos organisations invitent les uns et les autres à s'abstenir de propos violents et discourtois, à faire tous preuve de disponibilité et de concessions mutuelles pour une sortie heureuse de crise en faveur de l'avenir du système éducatif togolais.

Nos organisations ne peuvent cependant pas manquer de saluer l'initiative de cette rencontre prise promptement par le ministre Gilbert Bawara de la fonction publique, du travail et du dialogue social, ainsi que l'atmosphère conviviale qui a caractérisé les discussions qui se sont déroulées sans aucune forme d'animosité.

Fait à Lomé, le 7 avril 2022,

Pour les organisations,  
Le Président de la LTDH,

**Me Célestin Kokouvi AGBOGAN**